



La Newsletter

Des Industries de la Chimie et de l'Énergie



N°2 - 2019

Une publication de l'UIS Chimie Énergie

EDITORIAL

Un vent de révolte contre le capitalisme

Dans de nombreux pays du monde, le peuple se révolte contre le système en place.

Au Chili, au Liban, en Irak, en Iran, partout les exigences de plus de justice sociale, de plus de démocratie, de changement de système économique, s'exprime avec force. Partout les mouvements sociaux sont réprimés de façon extrêmement violente comme l'ont été ceux qui ont eu lieu en Grèce ou en France ces derniers mois, preuve que les capitalistes sont prêts à tout pour garder le contrôle.

Partout c'est bien le système qui est en cause. Le système capitaliste qui, dans son évolution ultralibérale et mondialisée, met à mal l'ensemble des peuples des pays où il sévit, pour permettre aux plus riches de le rester et de s'enrichir encore.

Et là où de nouvelles solutions économiques et sociales se mettent en place, hors de l'emprise des marchés financiers et des multinationales, c'est de l'extérieur que les grandes puissances impérialistes tentent de déstabiliser les pays où cela a lieu. C'est le cas aujourd'hui au Venezuela ou en Bolivie, mais c'était déjà le cas au Chili dans les années 70.

En Bolivie, Evo Morales a été réélu dès le premier tour, après une élection démocratique que de nombreux observateurs internationaux ont scrutée et saluée. Seuls l'Union Européenne, les Etats-Unis et trois autres pays ont réclamé un second tour, à

travers les médias à leur botte. L'écrasante majorité des 193 pays représentés à l'ONU ont, en revanche, reconnu la victoire d'Evo Morales.

En Argentine, c'est le social-démocrate Fernandez qui remplace Macri, le clone argentin de Macron.

En Uruguay, le candidat socialiste, nommé Daniel Martinez (ça ne s'invente pas !) est arrivé en tête au premier tour.

L'Équateur a connu un mouvement de deux semaines qu'on pouvait qualifier de «dégagiste» contre le gouvernement corrompu de Lenin Moreno, qui a décrété, sous la pression du FMI, un train de mesures austéritaires, parmi lesquelles un doublement du prix du gazole à la pompe, par l'arrêt brutal des subventions à la pompe.

Le soulèvement du peuple et la grève générale n'ont malheureusement abouti qu'au simple retrait du décret sur l'essence, mais les autres mesures d'austérité sont maintenues. C'était prévisible, quand on sait que l'organisation qui était fer de lance du mouvement, la Confédération des peuples autochtones, ne se reconnaît pas dans le champ politique.

Une situation identique à celle des gilets jaunes en France. Gageons que le peuple équatorien reprenne vite le chemin de la rue dans ces conditions.

Au Chili, l'élément déclencheur du mouvement social est la hausse des tickets de métro. Mais le soulèvement historique des Chiliens montre là encore qu'en réalité, les problèmes sont bien plus profonds, avec de grandes inégalités d'accès aux soins, à l'éducation. Les chiliens en ont marre qu'une petite caste de riche s'accaparent comme dans beaucoup

d'autres pays, la majorité des richesses créées. C'est au programme capitaliste imposé par le FMI, que s'oppose le peuple chilien. Le président libéral Piñera a décrété le couvre-feu et mis les militaires dans les rues, exactement comme Pinochet avant lui. Aujourd'hui, les militaires tuent, violent, torturent en toute impunité au Chili.

Mais au Nicaragua, au Venezuela, à Cuba ou en Bolivie, on voit qu'une alternative latino-américaine au libéralisme est mise en place.

Mais le peuple doit rester vigilant. Il doit continuer à pousser pour que ces expériences soient menées à bien et permettent à tous les citoyens de vivre enfin dignement.

En Argentine également, il faut que le peuple soit vigilant, car le nouveau président social-démocrate peut à tout moment mettre en place une politique de casse encore plus approfondie des acquis sociaux. C'est ce qui s'est passé en France sous la présidence de François Hollande qui avait pourtant promis de se battre contre la finance.

Dans tous les mouvements en cours, dans toutes ces révoltes, les syndicats ont toute leur place et doivent la prendre. Ils doivent être le moteur permettant à ces luttes et ces changements de système d'aboutir. Notamment les syndicats de nos champs professionnels.

Que ce soit dans la chimie, la pétrochimie, l'énergie, le pétrole, toutes ces activités essentielles au fonctionnement d'un pays, la lutte doit s'engager, les mouvements de grèves doivent être mis en place pour faire plier les capitalistes et faire triompher la classe des exploités.



La Newsletter

Des Industries de la Chimie et de l'Énergie



L'Argentine en crise profonde

Les travailleurs et les citoyens argentins souffrent. Depuis l'arrivée de Macri au pouvoir, la situation qui n'était déjà pas brillante s'est fortement dégradée pour la majorité des argentins. La pauvreté et l'inflation ont explosé.

Aujourd'hui, 35% de la population est considérée comme pauvre. L'inflation en 2019 devrait être de 55%. Et pendant ce temps, les salaires et les pensions sont gelés.

Les conditions d'accès au soin, notamment pour les retraités se sont fortement dégradées avec une diminution drastique de la prise en charge des médicaments. Aujourd'hui, comme disent certains camarades argentins, «sui tu es malade, ou tu es riche ou tu meurs ».

Le système d'éducation public est exsangue et le gouvernement a fait la part belle aux écoles privées hors de prix pour le travailleur argentin.

De nouvelles élections viennent d'avoir lieu et elles ont été remportées par Alberto Fernandez et Cristina Kirchner. Mais même si une grande alliance d'opposition à Macri s'est constituée et a permis cette victoire, la politique du duo social-démocrate ne sera favorable au peuple que si la pression de la rue reste forte. Les syndicats, notamment ceux affiliés à la FSM ont bien l'intention de peser de tout leur poids dans les choix politiques qui seront fait.

C'est une des conditions nécessaires pour qu'une vraie politique de gauche soit mise en place dans ce pays.

Grève des travailleurs du Charbon en Inde

Les travailleurs du charbon indiens ont décidé de se mettre en grève le **24 septembre 2019**, à l'appel de toutes les grandes fédérations syndicales nationales, pour s'opposer à la décision du gouvernement indien de privatiser les mines de charbon.

Les travailleurs de l'industrie charbonnière craignent bien sûr pour leur avenir mais également pour l'avenir de l'ensemble du secteur énergétique du pays. Car les conséquences de la privatisation peuvent être dramatiques.

À l'heure actuelle, 59% de la capacité de production d'électricité en Inde est basée sur le charbon et 80% de la production provient du charbon. La privatisation de l'extraction du charbon entraînera non seulement une escalade galopante du coût de la production, mais une panne totale ne peut être exclue, avec l'expérience de pays capitalistes comme les États-Unis.

Le Secteur public du Charbon indien fournit 85% de la production de charbon du pays. Le prix du charbon produit est réglementé pour assurer la production d'électricité. Mais le secteur privé considère sa rentabilité comme une priorité, et non la réponse aux besoins des consommateurs d'énergie ou des services publics fournis par le secteur de l'électricité.

La décision du gouvernement de privatiser l'ensemble des mines de charbon ne servira pas les intérêts de la population indienne alors que des sociétés transnationales telles que Glencore, BHP, Australie / Royaume-Uni, Rio Tinto Australie / Royaume-Uni, Anglo American de Grande-Bretagne, Chine Shenhua, Zijin Mining, Chine Coal Energy sont prêts à entrer en Inde.

L'ensemble des travailleurs du secteur de l'énergie a apporté son soutien à la grève des travailleurs du charbon pour dénoncer la vente du secteur énergétique Indien aux multinationales étrangères.

Ce sont près de 500 000 travailleurs qui ont répondu à l'appel à la mobilisation.



Ils réclament également la fusion de toutes les filiales en une seule entreprise, la prise en charge to-



L'activité de notre UIS doit grandir

Le développement de l'activité de l'UIS Chimie Energie est essentiel pour faire avancer nos revendications.

Tout d'abord rappelons certains objectifs que nous nous sommes fixés lors du dernier congrès de l'UIS.

En tout premier lieu, le combat pour la paix, sachant combien notre pouvoir d'achat, notre emploi, nos conditions de vie et de travail sont étroi-

tement liés à une politique de paix, de désarmement, de développement vers un nouvel ordre économique international.

La guerre efface les revendications des travailleurs mais ne remet pas en cause le système économique d'accumulation du capital.

Ensuite, la prise de contrôle par les citoyens et les travailleurs des grands secteurs qui structurent l'industrie tel que l'énergie

(Electricité, Gaz, Pétrole), l'Eau, la santé (Industrie Pharmaceutique, Accès aux soins, etc.), l'alimentation, l'éducation, le logement, le transport, les services publics. Cela implique la mise en œuvre de politiques qui ne mettent pas en modèle la compétition ou la concurrence entre les peuples mais au contraire qui s'appuient sur la démocratie, la coopération et qui compensent les inégalités naturelles.

POUR RENDRE EFFECTIF ET EFFICACE LE COMBAT CONTRE LE CAPITAL, LES SYNDICATS DE L'UIS CHIMIE-ÉNERGIE DOIVENT REVENDIQUER POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS :

- 1. Un niveau de garanties collectives le plus élevé possible.** Ces normes sociales doivent prendre en compte les exigences des travailleurs en termes de salaires, d'organisation du travail et doivent leur permettre de vivre décemment.
- 2. Un haut niveau de protection sociale** en termes d'emploi, de santé, de retraite, de protection familiale, financé exclusivement par les cotisations issues des richesses produites.
- 3. L'interdiction des licenciements et l'interdiction générale de toute sous-traitance** qui reposent sur une politique de plein-emploi, sans chômage et sans précarité.
- 4. Un salaire minimum à définir** dans chaque pays, correspondant au niveau d'embauche d'un salarié sans diplôme, ni formation professionnelle, ni expérience.

Le salaire des travailleurs ne doit dépendre que de leur qualification, et non du poste occupé ou de l'appartenance à une entreprise, une ethnie ou une religion.

5. L'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans une perspective d'émancipation et de progrès social pour toutes et tous.

6. Une réduction du temps de travail à définir dans chaque pays, et une retraite effective, qui arrive suffisamment tôt dans la vie pour pouvoir en profiter. Le montant de la pension doit être de 75% du dernier salaire.

7. Les questions de santé, d'hygiène, de sécurité, de risques industriels et d'environnement doivent être particulièrement prises en compte par les syndicats de l'UIS Chimie-Energie, compte tenu de la dangerosité de certaines des activités de nos

champs professionnels. Une politique obligatoire de prévention des risques doit préserver la santé et la sécurité des travailleurs et des populations.

8. Face à la criminalisation de l'activité syndicale, les syndicats de l'UIS Chimie-Energie réaffirment leurs exigences de liberté, d'égalité et de solidarité. Tous les motifs discriminatoires doivent être combattus avec la même intensité, que la discrimination soit causée par le sexe, l'identité de genre, la situation de famille, l'origine sociale, l'origine nationale, l'origine ethnique et culturelle, les convictions religieuses, les opinions politiques ou idéologiques, l'activité syndicale, la participation à la grève, l'apparence physique, l'orientation sexuelle, l'âge, l'état de santé, le handicap ou les caractéristiques génétiques.





La Newsletter

Des Industries de la chimie et de l'Énergie



L'activité de notre UIS doit grandir (suite)

Ces revendications et les luttes pour les obtenir sont d'autant plus nécessaires que la situation mondiale se dégrade pour les travailleurs et les populations en général.

La bataille contre le capitalisme et pour le changement de société qui est dans notre ADN passe donc, on le voit bien, par une convergence des luttes.

Maintenant nous devons déterminer comment nous construisons idéologiquement ces revendications et comment nous aboutissons à des actions coordonnées à travers le monde dans chacune des grandes régions.

Cela doit commencer par la construction de réseaux entre les organisations de travailleurs d'une même entreprise, à travers le monde, afin qu'elles puissent harmoniser leur revendications et peser sur l'évolution des acquis sociaux, empêcher le dumping social, et réorienter les productions vers les besoins locaux.

Il est nécessaire de porter les mêmes revendications en Asie, dans les Amériques, en Afrique ou en Europe pour permettre non seulement une évolution sociale positive pour l'ensemble des travailleurs mais également mettre un coup d'arrêt à la concurrence entre les peuples.

Des réseaux régionaux doivent également voir le jour. Les organisations syndicales de nos champs professionnels, dans une même région du monde, doivent communiquer entre elles pour échanger sur leur pratiques syndicales leur problématiques spécifiques et pour mettre en place des luttes transnationales.

Toutes les organisations déjà impliquées dans notre UIS doivent faire leur maximum pour prendre contact avec les organisations des pays voisins, et doivent agir pour la mise en place de réseaux au sein des multinationales présentes dans leur pays. Par ailleurs elles doivent s'attacher à diffuser au sein de l'UIS les informations concernant les revendications portées et les luttes en cours dans leurs pays.

Un vaste réseau international qui fédère les travailleurs de la chimie, de l'énergie, du pétrole, du caoutchouc, des industries pharmaceutiques, des mines de charbon doit se construire au sein de notre UIS Chimie Énergie.

La constitution de ce réseaux va permettre que l'information circule, qu'elle circule entre organisation d'un même champ professionnel, ou entre organisations de travailleurs d'une même multinationale.

c'est à cette condition que notre combat sera efficace

UIS CHIMIE - ENERGIE

9 rue Armand Carrel, 93500 MONTREUIL

01 84-21-33-08

eric.sellini@fnic-cgt.fr